

ACCUEIL (/) / SOCIÉTÉ (/SOCIÉTÉ)

INFO JDD. Elevages de visons, cirques... Ce que le gouvernement prévoit sur le bien-être animal

🕒 21h51, le 26 septembre 2020, modifié à 22h13, le 26 septembre 2020

Par **Bruna Basini** (<https://twitter.com/BrunaBasini>)

Marianne Enault (<https://twitter.com/MarianneEnault>)

ABONNÉS **La ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, doit rendre la semaine prochaine ses premiers arbitrages sur le bien-être animal. Selon nos informations, les éleveurs de visons et les fauves sauvages des cirques sont concernés.**



Les visons sont élevés pour leur fourrure. (Viktor Drachev/TASS via Getty Images)

Partager sur :

"Transition". Avant-hier, dans les salons du ministère du même nom, Barbara Pompili (<https://www.lejdd.fr/Politique/isolee-la-ministre-de-la-transition-ecologique-barbara-pompili-cherche-son-plan-de-relance-3988427>) n'avait que ce mot à la bouche face aux représentants du monde du cirque. "Elle nous a demandé si on était prêt à faire cette transition et abandonner les animaux sauvages, raconte Solovitch Dumas, le directeur du Cirque de Rome. Elle nous

testait un peu pour voir si on allait prendre le risque d'une confrontation." Le matin même face à Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV, la ministre de la Transition écologique avait évoqué "quelques annonces" à venir sur le bien-être animal. C'est en réalité dès cette semaine qu'elle les détaillera, peut-être mardi. Ces mesures concerneront la faune sauvage, précise le ministère.

Les négociations, ouvertes depuis avril 2019, concernent les cirques, les éleveurs de fourrure et les delphinariums. Pressée par le groupe Ecologie démocratie solidarité dont la proposition de loi visant à "interdire certaines pratiques génératrices de souffrance chez les animaux" est examinée en commission le 1er octobre, la ministre a accéléré le calendrier. "On arrivait à une situation ubuesque dans laquelle le groupe EDS nous expliquait que c'était grâce à lui que le bien-être animal serait pris en compte, décrypte le député La République en marche Loïc Dombrevail. Il était temps que le gouvernement rende ses arbitrages." D'autant que le référendum pour les animaux continue de rassembler : 142 députés signataires sur les 185 nécessaires et 800.000 signatures.

Les éleveurs de visons vont-ils se délocaliser?

Qui sera concerné? Les éleveurs de visons, c'est sûr. La ministre a d'ailleurs demandé à s'entretenir demain avec le représentant de la Fédération française de la fourrure, Philippe Friehe. La filière a compris. "Interdire l'élevage, c'est répondre à une demande idéologique des animalistes au mépris de la liberté d'entreprendre de notre filière, juge-t-il. Il est vrai qu'il est plus facile de s'en prendre à la fourrure qu'à l'élevage en cage ou à la corrida." Le responsable envisage, aidé par des députés, un recours devant le Conseil constitutionnel, arguant que les visons devraient être sortis de la catégorie "animaux sauvages en captivité". Yves Salomon, premier fabricant français de vêtements de fourrure, menace lui déjà de délocaliser "dans des pays plus accueillants en termes de tradition patrimoniale et de savoir-faire".

En France, la filière réalise un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros, emploie quelque 2.500 personnes et compte quatre élevages sur le territoire. "C'est le secteur le plus facile à interdire, estime Loïc Dombrevail. Il y a déjà les conditions atroces dans lesquelles ces animaux sont élevés, mais il y a aussi le risque sanitaire avec le Covid." Aux Pays-Bas, deux cas de contaminations de l'animal à l'homme ont été relevés dans les élevages et plus d'un million de bêtes ont été depuis abattues.

*«Pourquoi s'attaquer aux
cirques? Parce qu'on n'est pas
nombreux et qu'on est itinérant.
On gêne»*

Pour le cirque, ce sera plus compliqué. "On représente 250 ans d'histoire en France", résume Cyrille Emery, délégué de l'Association des cirques de famille, qui représente les deux tiers des spectacles en France. "Pourquoi s'attaquer aux cirques en premier? s'interroge Solovitch Dumas. Parce qu'on n'est pas nombreux et qu'on est itinérant. On gêne."

Barbara Pompili marche sur des œufs. Avant-hier, elle a fait savoir à ses interlocuteurs qu'elle souhaitait un accord. "Elle voudrait qu'on arrive progressivement à arrêter les fauves", traduit Cyrille Emery. Pour le député Dombrevail, il faudrait commencer par interdire "les animaux qui ont le moins à faire dans un cirque, les hippopotames par exemple". De là à imaginer Barbara Pompili dressant un inventaire à la Prévert? "C'est possible, juge Cyrille Emery. Elle nous a dit qu'on devait donner des gages de bonne volonté aux militants de la cause animale."

Au ministère, on insiste sur la nécessité de mettre en place des "plans de transformation". "On ne parle pas d'abolition pure et simple du jour au lendemain, confirme Loïc Dombrevail. Il faut aussi être respectueux du bien-être des hommes."

En France, les quelque 300 cirques emploient environ 2.000 personnes. Il faudra les accompagner. "La ministre nous a fait comprendre que l'argent n'était pas un problème, raconte Solovitch Dumas. Mais moi, m'enlever les animaux, c'est me couper un bras."

Un manque à gagner de 30% dans la billetterie des cirques

Face à Barbara Pompili, Francesco Bouglione a expliqué qu'un spectacle sans animaux vivants représentait un manque à gagner de 30% dans la billetterie. Pour le ministère, la prudence sociale s'accompagne d'une problématique de taille : que faire des 500 fauves privés de cirque? "On les lâche rue de Rivoli?, plaisante Cyrille Emery. Ce n'est pas si simple."

Les trois delphinariums français seront-ils concernés? "Nous n'avons pas eu de rendez-vous au ministère depuis l'arrivée de Barbara Pompili en juin, rapporte le directeur du Marineland d'Antibes Pascal Picot. Pas de nouvelle, bonne nouvelle!" Les circassiens, eux, se sont récemment rapprochés des chasseurs également dans le viseur des militants pro-animaux. Une réunion a même eu lieu cette semaine en Loire-Atlantique. Des éleveurs bovins et la société de vènerie (la chasse à courre), étaient également invités. Des actions communes sont à l'étude. Cyrille Emery prévient : "Tout est possible."